

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2019.

Art. 14. De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 2018.

De Minister-President, bevoegd voor gelijke kansen en vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd,
Justitiehuisen, Sport en de Promotie van Brussel,
R. MADRANE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200998]

31 JANVIER 2019. — Décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité*

Article 1^{er}. Dans l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 7^o, les mots « la Commission wallonne pour l'énergie (CWAPE) » sont remplacés par les mots « l'Administration »;

b) au 11^o, les mots " la CWAPE " sont remplacés par les mots " l'Administration ".

Art. 2. A l'article 25^{quater}/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les mots « la CWAPE » sont remplacés par les mots « l'Administration ».

Art. 3. Dans l'article 34 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « , non discriminatoires et dont le respect fait l'objet d'un contrôle par la CWAPE, entre autres les obligations suivantes : » sont remplacés par les mots « et non discriminatoires. Le respect de celles-ci fait l'objet d'un contrôle par la CWAPE, à l'exception des obligations prévues au 4^o, b), et d) à g), dont le contrôle est effectué par l'Administration. Le Gouvernement impose entre autres les obligations suivantes : »;

2^o au 4^o, b) et f), les mots « la CWAPE » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration ».

Art. 4. Dans l'article 34^{bis} du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots " , non discriminatoires et dont le respect fait l'objet d'un contrôle par la CWAPE, entre autres les obligations suivantes : " sont remplacés par les mots « et non discriminatoires. Le respect de celles-ci fait l'objet d'un contrôle par la CWAPE, à l'exception des obligations prévues au 3^o, a), dont le contrôle est effectué par l'Administration. Le Gouvernement impose entre autres les obligations suivantes : " ;

2^o à l'alinéa 1^{er}, 3^o, a), les mots « la CWAPE » sont remplacés par les mots

« l'Administration »;

3^o à l'alinéa 2, les mots « à la CWAPE » sont remplacés par les mots « à l'Administration ».

Art. 5. Dans l'article 36 du même décret, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par le décret du 17 juillet 2008, les mots « Après avis de la CWAPE, le " sont chaque fois remplacés par le mot « Le ».

Art. 6. A l'article 36^{ter} du même décret, inséré par le décret du 4 octobre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « Après avis de la CWAPE, le " sont remplacés par le mot « Le »;

2^o à l'alinéa 3, les mots « La CWAPE » sont remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 7. Dans l'article 37 du même décret, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par le décret du 23 janvier 2014, au paragraphe 5, les mots " Après avis de la CWAPE, le " sont remplacés par le mot " Le ".

Art. 8. A l'article 38 du même décret, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots « Après avis de la CWAPE, le " sont remplacés par le mot « Le »;

2^o au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « la CWAPE » sont remplacés par les mots « l'Administration »;

3^o au paragraphe 3, les mots « , après avis de la CWAPE sur le caractère particulièrement innovant du processus utilisés, » sont abrogés;

4^o au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « la CWAPE » sont remplacés par les mots « l'Administration »;

5^o au paragraphe 5, les mots « Après avis de la CWAPE, le » sont remplacés par le mot « Le »;

6^o aux paragraphes 6 et 6^{bis}, les mots « , après avis de la CWAPE, » sont chaque fois abrogés;

7^o au paragraphe 7, les mots " La CWAPE » sont remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 9. A l'article 39 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « Après avis de la CWAPE, le " sont remplacés par le mot « Le »;

2^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « la CWAPE » sont remplacés par les mots « l'Administration »;

3^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les mots « , après avis de la CWAPE, » sont abrogés;

4^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 6, les mots « la CWAPE » sont remplacés chaque fois par les mots « l'Administration »;

5^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 6, les mots « alinéas 1^{er} à 4 » sont remplacés par les mots « alinéas 1^{er} à 5 »;

6^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 6, les mots « , après avis de la CWAPE, » sont abrogés;

7° au paragraphe 1^{er}, alinéa 7, les mots « la CWaPE » sont remplacés par les mots « L'Administration »;
 8° au paragraphe 1^{er}, alinéa 7, les mots « alinéas 1^{er} à 4 » sont remplacés par les mots « alinéas 1^{er} à 5 »;
 9° au paragraphe 1^{er}, alinéa 7, les mots « après avis de la CWaPE transmis au plus tard le 31 mai 2014 » sont abrogés;

10° au paragraphe 2, les mots « la CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 10. A l'article 40 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 29 juin 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , après avis de la CWaPE » sont abrogés;

2° à l'alinéa 3, les mots « la CWaPE » sont remplacés par les mots « L'Administration »;

3° à l'alinéa 4, les mots « Après avis de la CWaPE, le » sont remplacés par le mot « Le ».

Art. 11. A l'article 41 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , après avis de la CWaPE » sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, les mots « , après avis de la CWaPE, » sont abrogés.

Art. 12. A l'article 41*bis* du même décret, inséré par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « Après avis de la CWaPE, le » sont remplacés par le mot « Le »;

2° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « la CWaPE en concertation avec » sont abrogés.

Art. 13. A l'article 42 du même décret, remplacé par le décret du 12 décembre 2014 et modifié par le décret du 29 juin 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « la CWaPE, » sont chaque fois remplacés par les mots « L'Administration »;

2° les mots « La CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 14. A l'article 42/1 du même décret, inséré par le décret du 29 juin 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « l'article 34*quater* » sont remplacés par les mots « l'article 34, 4°, f), »;

2° les mots « la CWaPE, » sont chaque fois remplacés par les mots « L'Administration »;

3° les mots « La CWaPE, » sont remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 15. A l'article 42*bis* du même décret, inséré par le décret du 11 décembre 2013 et remplacé par le décret du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 5, l'alinéa 2 est abrogé;

2° au paragraphe 5, alinéa 5, les mots « , après avis de la CWaPE, » sont abrogés;

3° au paragraphe 7, alinéa 1^{er}, les mots « La CWaPE établit une » sont remplacés par les mots « L'Administration actualise trimestriellement la »;

4° au paragraphe 7, alinéa 1^{er}, les phrases « Cette liste est établie pour la première fois durant le mois qui suit les premiers achats de certificats verts par les personnes ayant reçu la mission visée à l'article 42, § 1^{er}, ou, à défaut, dans le mois qui suit une décision de la CREG autorisant une hausse de la surcharge de manière à permettre la couverture de l'exonération partielle prévue au paragraphe 5. Elle est ensuite actualisée trimestriellement. » sont abrogés;

5° au paragraphe 7, alinéa 1^{er}, les mots « La liste ainsi établie et actualisée est transmise par la CWaPE » sont remplacés par les mots « La liste est transmise par l'Administration »;

6° aux paragraphes 7 à 9, les mots « la CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « L'Administration »;

7° au paragraphe 7, les mots « La CWaPE » sont remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 16. Dans le même décret, il est inséré un article 42*bis*/1 rédigé comme suit :

« Art. 42*bis*/1. Sans préjudice des voies de recours ordinaires, dans le cadre de la Promotion des sources d'énergie renouvelables et de la cogénération de qualité, toute partie lésée a le droit de présenter, devant le Ministre, une plainte en réexamen dans les deux mois suivant la publication d'une décision de l'Administration. Cette plainte n'a pas d'effet suspensif, sauf lorsqu'elle est dirigée contre une décision imposant une amende administrative.

Le Ministre statue dans un délai de deux mois à dater de la réception de la plainte ou des compléments d'informations qu'elle a sollicités. À défaut, la décision initiale est confirmée. ».

Art. 17. A l'article 43, § 2, alinéa 2, du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 4°, les mots « , à l'exception des obligations visées aux articles 34, alinéa 1^{er}, 4°, b), et d) à g) et 34*bis*, alinéa 1^{er}, 3°, a), » sont insérés entre les mots « les fournisseurs » et « , si les gestionnaires de réseaux »;

b) les 8° à 11° sont abrogés.

Art. 18. A l'article 44 du même décret, remplacé par le décret du 11 avril 2014, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Parlement ».

Art. 19. A l'article 45 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « quatre » est remplacé par le mot « trois »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « Gouvernement wallon » sont remplacés par le mot « Parlement »;

3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, la phrase « Par dérogation à ce qui précède, le mandat des présidents et administrateurs nommés par le Gouvernement au moment de la constitution de la CWaPE prend fin le 31 août 2008. » est abrogée;

4° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « entre les mains du Ministre et du Ministre-Président » sont remplacés par les mots « devant le Parlement »;

5° au paragraphe 1^{er}, alinéas 2 à 6, le mot « Gouvernement » est chaque fois remplacé par le mot « Parlement »;

6° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le président et les directeurs, dont le vice-président, sont désignés par le Parlement sur base d'une procédure SELOR et sur proposition d'un jury de sélection composé comme suit :

1° l'Administrateur du SELOR ou son délégué;

2° trois membres, proposés par le SELOR, faisant partie du personnel académique d'une université, n'exerçant pas une fonction au service d'un gestionnaire de réseau, fournisseur, producteur ou intermédiaire, et n'étant d'aucune façon impliqués dans un engagement contractuel entre une université et un acteur du secteur de l'électricité ou du gaz;

3° le président ou un membre exerçant ou ayant exercé une fonction de haut niveau dans la fonction publique européenne.

Dans le cadre de leur mission, les membres du jury respectent les règles de confidentialité et sont soumis au secret professionnel. »;

7° au paragraphe *2bis*, alinéa 1^{er}, le mot " Gouvernement " est remplacé par le mot " Parlement ";

8° au paragraphe *2ter*, alinéa 2, 7°, le *d)* est abrogé;

9° au paragraphe *2quater*, le mot " Gouvernement " est chaque fois remplacé par le mot " Parlement ";

10° au paragraphe *2quinquies*, les mots « du Ministre, du Ministre-Président, ou de leurs délégués » sont remplacés par les mots « des délégués du Parlement »;

11° au paragraphe 3, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Parlement ».

Art. 20. A l'article *45quater*, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 11 avril 2014, le mot " Gouvernement » est remplacé par le mot " Parlement ".

Art. 21. A l'article 46 du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « quatre » est remplacé par le mot « trois »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, les mots « , de l'intégration des sources d'énergie renouvelables dans ces marchés » sont insérés entre les mots « du fonctionnement des marchés du gaz et de l'électricité » et les mots « et des études »;

3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « et du contrôle » sont insérés entre les mots « l'approbation » et « des tarifs »;

4° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 3° est abrogé;

5° le paragraphe 1^{er}*bis* est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}*bis*. Le président de la CWaPE supervise l'ensemble des missions exercées par les directeurs et par les personnes en sa dépendance directe. Au moins une fois par an, le président procède à l'évaluation des membres du comité de direction. Cette évaluation porte sur les aspects techniques, managériaux et comportementaux des directeurs en lien avec leur convention. En cas de manquement d'un directeur dans le cadre de l'exécution de sa convention, le président rapporte au Parlement.

Le président est assisté par un secrétaire général, recruté par le comité de direction après appel public aux candidats. Il est placé sous l'autorité directe du président de la CWaPE.

Le secrétaire général est chargé, sous la direction du président et sans préjudice des compétences attribuées au comité de direction, de la gestion des ressources humaines, des marchés publics, des contrats de travail, des opérations comptables et financières quotidiennes, de l'informatique, de la gestion de la documentation et du contrôle de gestion. Il exerce ses tâches au service de toutes les directions.

Le secrétaire général assiste, sans voix délibérative, au comité de direction et rédige les procès-verbaux des réunions du comité de direction. ».

Art. 22. A l'article 47 du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014, les mots « par la CWaPE, » sont chaque fois remplacés par les mots " par l'Administration ».

Art. 23. Dans le même décret, il est inséré article 47/1 rédigé comme suit :

« Art. 47/1. § 1^{er}. Dans l'accomplissement des missions qui lui sont assignées aux chapitres IX à X, l'Administration peut enjoindre aux fournisseurs et intermédiaires intervenant sur le marché régional et à toute personne qui peut se voir octroyer des certificats verts par l'Administration, à titre de cessionnaire ou de courtier, de lui fournir, dans un délai qu'elle précise, toutes les informations nécessaires pour l'exécution des tâches reprises aux chapitre IX et X.

§ 2. En l'absence de réaction suite à la décision formulée conformément au paragraphe 1^{er} un agent constatateur de l'Administration peut :

1° pénétrer, à tout moment, dans les installations, locaux, terrains et autres lieux, sauf s'ils constituent un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution;

2° prendre copie des informations demandées ou les emporter contre récépissé;

3° interroger toute personne sur tout fait en rapport avec le présent article et enregistrer ses réponses.

A cette occasion, l'agent constatateur est porteur d'un document attestant de sa qualité d'agent constatateur et d'un document contenant les motifs du contrôle sur place approuvé par un supérieur hiérarchique de rang A3 au moins.

L'agent constatateur établit un procès-verbal qui fait foi jusqu'à preuve du contraire.

Les fournisseurs et intermédiaires intervenant sur le marché régional et toute personne qui peut se voir octroyer des certificats verts par l'Administration, à titre de cessionnaire ou de courtier, se soumettent au contrôle sur place exécuté en vertu du présent paragraphe, sous peine de se voir infliger une amende administrative au sens de l'article 54/1.

Le Gouvernement peut étendre le champ d'application du présent paragraphe à certaines catégories d'utilisateurs qu'il détermine.

La liste des agents constatateurs est arrêtée par le Gouvernement. Le Gouvernement délivre à ces agents un document attestant la qualité d'agent constatateur.

§ 3. L'Administration peut, en tout état de cause, procéder d'office à un contrôle sur place des données de comptage de toute personne qui peut se voir délivrer des certificats verts par l'Administration. ».

Art. 24. A l'article 47^{ter} du même décret, modifié par les décrets des 17 juillet 2008 et 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. La CWaPE est indépendante du Gouvernement.

Le Gouvernement peut nommer et révoquer deux observateurs du Gouvernement qui ont le droit d'assister, avec une voix consultative, aux réunions du comité de direction.

§ 2. Le Parlement évalue le président de la CWaPE de manière annuelle. Cette évaluation porte sur le respect de sa convention et le respect des objectifs fixés dans la feuille de route. »;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le Parlement peut nommer et révoquer deux observateurs qui ont le droit d'assister, avec une voix consultative, aux réunions du comité de direction. »;

3° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, le mot « deux » est remplacé par les mots « au minimum quatre. ».

Art. 25. Dans le même décret, il est inséré un article 54/1 rédigé comme suit :

« Art. 54/1. Sans préjudice des autres mesures prévues par le présent décret dont notamment la compétence générale de contrôle et de sanction de la CWaPE en matière de respect des obligations de service public, l'Administration peut enjoindre à toute personne physique ou morale soumise à l'application du présent décret de se conformer à des dispositions déterminées des chapitres IX à X ou aux arrêtés d'exécution dans le délai qu'elle détermine.

Si l'Administration constate qu'à l'expiration du délai fixé par l'injonction visée à l'alinéa 1^{er}, la personne concernée reste en défaut de s'y conformer, l'Administration peut lui infliger une amende administrative dont elle fixe le montant. Celui-ci ne peut pas être, par jour, inférieur à 250 euros ni supérieur à 100.000 euros. La décision de l'Administration intervient au maximum six mois après l'expiration du délai fixé par l'injonction visée à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 26. Dans le même décret, il est inséré un article 54/2 rédigé comme suit :

« Art. 54/2. Préalablement à la fixation d'une amende administrative, l'Administration informe la personne concernée par envoi recommandé avec accusé de réception et l'invite à lui transmettre un mémoire contenant ses moyens de défense.

L'envoi visé à l'alinéa 1^{er} reproduit intégralement le présent article et contient les éléments suivants :

1° la mention de tout grief retenu;

2° le montant de l'amende envisagée;

3° les lieux, jours et heures pendant lesquels le dossier peut être consulté;

4° la date fixée pour l'audition.

Le mémoire visé à l'alinéa 1^{er} est envoyé à l'Administration par recommandé dans les quinze jours qui suivent la réception de l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}.

L'audition se déroule au plus tôt vingt-cinq jours ouvrables après l'envoi visé à l'alinéa 3. La personne concernée peut s'y faire assister par un avocat ou par les experts de son choix. L'Administration dresse un procès-verbal de l'audition et invite la personne concernée à le signer, le cas échéant après qu'elle y a consigné ses observations.

L'Administration fixe le montant de l'amende administrative par une décision motivée et en informe la personne concernée dans les dix jours de l'audition ou à défaut d'audition dans les trente jours suivant l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}, par envoi recommandé avec accusé de réception. Passé ce délai, elle est réputée renoncer définitivement à toute amende fondée sur les faits mis à charge de la personne concernée, sauf élément nouveau. ».

Art. 27. Dans le même décret, il est inséré un nouvel article 54/3 rédigé comme suit :

« Art. 54/3. La notification de la décision de l'Administration d'infliger une amende administrative fait mention du recours ouvert contre celle-ci en vertu de l'article 54/6 et du délai dans lequel ce recours peut être exercé.

Si le montant de l'amende est fixé par jour, il est dû à compter du lendemain de la notification de la décision, dans ce cas, l'amende est applicable jusqu'à la date à laquelle la personne concernée s'est conformée à ses injonctions. ».

Art. 28. Dans le même décret, il est inséré un article 54/4 rédigé comme suit :

« Art. 54/4. Aucune amende administrative ne peut être infligée à une personne qui a fait l'objet, pour les mêmes faits, de poursuites pénales entamées sur la base de l'article 52, et ayant abouti, indistinctement, à une déclaration de culpabilité, un non-lieu ou un acquittement.

La notification de la décision fixant le montant de l'amende administrative éteint l'action publique, le cas échéant intentée sur la base de l'article 52. ».

Art. 29. Dans le même décret, il est inséré un article 54/5 rédigé comme suit :

« Art. 54/5. L'amende administrative est payable dans les trente jours à dater de la notification de la décision de l'Administration d'infliger une amende administrative.

L'Administration peut accorder un délai de grâce qu'elle détermine. Si la personne en cause est en défaut de paiement de l'amende administrative, celle-ci est recouvrée par voie de contrainte. Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de délivrer et de déclarer exécutoires les contraintes. Celles-ci sont notifiées par exploit d'huissier avec injonction de payer. ».

Art. 30. Dans le même décret, il est inséré un article 54/6 rédigé comme suit :

« Art. 54/6. La décision de l'Administration d'infliger une amende administrative peut faire l'objet d'un recours auprès du Ministre de l'Énergie dans les trente jours de la notification de la décision.

Le recours auprès du Ministre de l'Énergie est suspensif. ».

Art. 31. Dans le même décret, il est inséré un article 54/7 rédigé comme suit :

« Art. 54/7. Par la même décision que celle par laquelle elle inflige une amende administrative, l'Administration peut accorder, en tout ou en partie, le sursis à l'exécution du paiement de cette amende.

Le sursis est possible uniquement si l'Administration n'a pas infligé d'amende administrative à la personne concernée pendant l'année qui précède la date de la commission du manquement donnant lieu à l'amende administrative pour laquelle un sursis est envisagé.

Le sursis vaut pendant un délai d'épreuve d'un an. Le délai d'épreuve commence à courir à partir de la date de la notification de la décision infligeant l'amende administrative. En cas de nouvelle infraction pendant le délai d'épreuve, donnant lieu à une nouvelle amende, l'Administration décide s'il y a lieu ou non de révoquer le sursis.

L'amende administrative dont le paiement devient exécutoire suite à la révocation du sursis est cumulée sans limite avec celle infligée du chef de la nouvelle infraction.

En cas de recours contre la décision de l'Administration, le Ministre de l'énergie dispose des mêmes pouvoirs que l'Administration en matière de sursis. ».

CHAPITRE II. — *Modifications du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz*

Art. 32. Dans l'article 33ter du même décret, inséré par le décret du 21 mai 2015, les mots « Après avis de la CWaPE, le » sont chaque fois remplacés par le mot « Le ».

Art. 33. A l'article 33quinquies du même décret, inséré par le décret du 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Après avis de la CWaPE, le » sont remplacés par le mot « Le »;

2° à l'alinéa 3, les mots « La CWaPE » sont remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 34. Dans l'article 34 du même décret, modifié par les décrets des 17 juillet 2018 et 21 mai 2015, à l'alinéa 2, les mots « , après avis de la CWaPE, » sont abrogés.

Art. 35. A l'article 36, § 2, alinéa 2, du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 8° est complété par les mots suivants « , à l'exception des obligations prévues à l'article 32, § 1^{er}, 4°, d), dont le contrôle est effectué par l'Administration; »;

b) le 9° est abrogé.

Art. 36. Dans le même décret, il est inséré un article 48octies rédigé comme suit :

« Art. 48octies. § 1^{er}. Dans l'accomplissement des missions qui lui sont assignées aux chapitres VIII à VIIIter, l'Administration peut enjoindre aux gestionnaires de réseau de distribution, aux fournisseurs intervenant sur le marché régional et à toute personne qui peut se voir octroyer des garanties d'origine pour le gaz issu de SER, de lui fournir, dans un délai qu'elle précise, toutes les informations nécessaires pour l'exécution des tâches qui lui sont assignées en vertu des chapitres VIII à VIIIter.

§ 2. En l'absence de réaction suite à la décision formulée conformément au paragraphe 1^{er}, un agent constatateur de l'Administration peut :

1° pénétrer, à tout moment, dans les installations, locaux, terrains et autres lieux, sauf s'ils constituent un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution;

2° prendre copie des informations demandées ou les emporter contre récépissé;

3° interroger toute personne sur tout fait en rapport avec le présent article et enregistrer ses réponses.

A cette occasion, l'agent constatateur est porteur d'un document attestant de sa qualité d'agent constatateur et d'un document contenant les motifs du contrôle sur place approuvé par un supérieur hiérarchique de rang A3 au moins.

L'agent constatateur établit un procès-verbal qui fait foi jusqu'à preuve du contraire.

Les gestionnaires de réseau de distribution, les fournisseurs intervenant sur le marché régional et toute personne qui peut se voir octroyer des garanties d'origine pour le gaz issu de SER, se soumettent au contrôle sur place exécuté en vertu du présent paragraphe, sous peine de se voir infliger une amende administrative au sens de l'article 48novies.

Le Gouvernement peut étendre le champ d'application du présent paragraphe à certaines catégories d'utilisateurs qu'il détermine.

La liste des agents constatateurs est arrêtée par le Gouvernement. Le Gouvernement délivre à ces agents un document attestant la qualité d'agent constatateur.

§ 3. L'Administration peut, en tout état de cause, procéder d'office à un contrôle sur place des données de comptage de toute personne qui peut se voir délivrer des labels de garantie d'origine pour le gaz issu de SER par l'Administration. ».

Art. 37. Dans le même décret, il est inséré un article 48novies rédigé comme suit :

« Art. 48novies. Sans préjudice des autres mesures prévues par le présent décret dont notamment la compétence générale de contrôle et de sanction de la CWaPE en matière de respect des obligations de service public, l'Administration peut enjoindre à toute personne physique ou morale soumise à l'application du présent décret de se conformer à des dispositions déterminées des chapitres VIII à VIIIter du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution dans le délai qu'elle détermine.

Si l'Administration constate qu'à l'expiration du délai fixé par l'injonction visée à l'alinéa 1^{er}, la personne concernée reste en défaut de s'y conformer, l'Administration peut lui infliger une amende administrative dont elle fixe le montant. Celui-ci ne peut pas être, par jour, inférieur à 250 euros ni supérieur à 100 000 euros. La décision de l'Administration intervient au maximum six mois après l'expiration du délai fixé par l'injonction visée à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 38. Dans le même décret, il est inséré un article 48*decies* rédigé comme suit :

" 48*decies*. Préalablement à la fixation d'une amende administrative, l'Administration informe la personne concernée par envoi recommandé avec accusé de réception et l'invite à lui transmettre un mémoire contenant ses moyens de défense.

L'envoi visé à l'alinéa 1^{er} reproduit intégralement le présent article et contient les éléments suivants :

- 1° la mention de tout grief retenu;
- 2° le montant de l'amende envisagée;
- 3° les lieux, jours et heures pendant lesquels le dossier peut être consulté;
- 4° la date fixée pour l'audition.

Le mémoire visé à l'alinéa 1^{er} est envoyé à l'Administration par recommandé, dans les quinze jours qui suivent la réception de l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}.

L'audition se déroule au plus tôt vingt-cinq jours ouvrables après l'envoi visé à l'alinéa 3. La personne concernée peut s'y faire assister par un avocat ou par les experts de son choix. L'Administration dresse un procès-verbal de l'audition et invite la personne concernée à le signer, le cas échéant après qu'elle y a consigné ses observations.

L'Administration fixe le montant de l'amende administrative par une décision motivée et en informe la personne concernée dans les dix jours de l'audition ou à défaut d'audition dans les trente jours suivant l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}, par envoi recommandé avec accusé de réception. Passé ce délai, elle est réputée renoncer définitivement à toute amende fondée sur les faits mis à charge de la personne concernée, sauf élément nouveau. ».

Art. 39. Dans le même décret, il est inséré un article 48*undecies* rédigé comme suit :

" 48*undecies*. La notification de la décision de l'Administration d'infliger une amende administrative fait mention du recours ouvert contre celle-ci en vertu de l'article 48*quaterdecies* et du délai dans lequel ce recours peut être exercé.

Si le montant de l'amende est fixé par jour, il est dû à compter du lendemain de la notification de la décision, dans ce cas, l'amende est applicable jusqu'à la date à laquelle la personne concernée s'est conformée à ses injonctions. "

Art. 40. Dans le même décret, il est inséré un article 48*duodecies* rédigé comme suit :

" 48*duodecies*. L'amende administrative est payable dans les trente jours à dater de la notification de la décision de l'Administration d'infliger une amende administrative.

L'Administration peut accorder un délai de grâce qu'elle détermine. Si la personne en cause est en défaut de paiement de l'amende administrative, celle-ci est recouvrée par voie de contrainte. Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de délivrer et de déclarer exécutoires les contraintes. Celles-ci sont notifiées par exploit d'huissier avec injonction de payer. "

Art. 41. Dans le même décret, il est inséré un article 48*terdecies* rédigé comme suit :

" Art. 48*terdecies*. Aucune amende administrative ne peut être infligée à une personne qui a fait l'objet, pour les mêmes faits, de poursuites pénales entamées sur la base de l'article 47, et ayant abouti, indistinctement, à une déclaration de culpabilité, un non-lieu ou un acquittement.

La notification de la décision fixant le montant de l'amende administrative éteint l'action publique, le cas échéant intentée sur la base de l'article 47. ».

Art. 42. Dans le même décret, il est inséré un article 48*quaterdecies* rédigé comme suit :

" Art. 48*quaterdecies*. La décision de l'Administration d'infliger une amende administrative peut faire l'objet d'un recours auprès du Ministre de l'Énergie dans les trente jours de la notification de la décision, selon les formes et procédures prévues par le Code judiciaire.

Le recours auprès du Ministre de l'Énergie est suspensif. "

Art. 43. Dans le même décret, il est inséré un article 48*quinquiesdecies* rédigé comme suit :

" Art. 48*quinquiesdecies*. Par la même décision que celle par laquelle elle inflige une amende administrative, l'Administration peut accorder, en tout ou en partie, le sursis à l'exécution du paiement de cette amende.

Le sursis est possible uniquement si l'Administration n'a pas infligé d'amende administrative à la personne concernée pendant l'année qui précède la date de la commission du manquement donnant lieu à l'amende administrative pour laquelle un sursis est envisagé.

Le sursis vaut pendant un délai d'épreuve d'un an. Le délai d'épreuve commence à courir à partir de la date de la notification de la décision infligeant l'amende administrative. En cas de nouvelle infraction pendant le délai d'épreuve, donnant lieu à une nouvelle amende, l'Administration décide s'il y a lieu ou non de révoquer le sursis.

L'amende administrative dont le paiement devient exécutoire suite à la révocation du sursis est cumulée sans limite avec celle infligée du chef de la nouvelle infraction.

En cas de recours contre la décision de l'Administration, le Ministre de l'énergie dispose des mêmes pouvoirs que l'Administration en matière de sursis. "

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 44. A compter de l'entrée en vigueur du présent décret et à l'exception des contrats de travail et de tout document relatif aux relations contractuelles conclus entre la CWaPE et son personnel, tous les droits et obligations de la CWaPE, de nature contractuelle ou extracontractuelle, qui sont nés en raison de l'exercice des missions transférées à la Région wallonne sont cédés à celle-ci qui est immédiatement subrogée dans les droits de la CWaPE.

Art. 45. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 31 janvier 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JÉHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

Le Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1247 (2018-2019) N^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 janvier 2019.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/200998]

31 JANUARI 2019. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt*

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 7^o worden de woorden "de Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE)" vervangen door de woorden "de Administratie";

b) in punt 11^o, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 2. In Artikel 25^{quater}/1, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 3. In artikel 34 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden "Na advies van de CWaPE legt de Regering duidelijk gedefinieerde, transparante, non discriminerende openbare dienstverplichtingen op aan de distributienetbeheerders en/of de beheerder van het plaatselijk transmissienet, afhankelijk van het geval, waarvan de inachtneming door de CWaPE wordt gecontroleerd. Het gaat onder andere om volgende verplichtingen: " vervangen door de woorden "Na advies van de CWaPE legt de Regering duidelijk gedefinieerde, transparante en non discriminerende openbare dienstverplichtingen op aan de distributienetbeheerders en/of de beheerder van het plaatselijk transmissienet, afhankelijk van het geval. De naleving van deze verplichtingen maakt het voorwerp uit van een controle door de CWaPE, met uitzondering van de verplichtingen bedoeld in punt 4^o, *b)*, en *d)* tot *g)*, waarvan de controle door de Administratie wordt uitgevoerd. De regering legt onder meer de volgende verplichtingen op : ";

2^o in punt 4^o, *b)* en *f)*, worden de woorden "de CWaPE" telkens vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 4. In artikel 34*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "Na advies van de CWaPE legt de Regering duidelijk gedefinieerde, transparante, non discriminerende openbare dienstverplichtingen op aan de leveranciers, waarvan de inachtneming door de CWaPE wordt gecontroleerd. Het gaat onder andere om volgende verplichtingen : " vervangen door de woorden "Na advies van de CWaPE legt de Regering duidelijk gedefinieerde, transparante en non discriminerende openbare dienstverplichtingen op aan de leveranciers, waarvan de inachtneming door de CWaPE wordt gecontroleerd. De naleving van deze verplichtingen maakt het voorwerp uit van een controle door de CWaPE, met uitzondering van de verplichtingen bedoeld in punt 3°, a), waarvan de controle door de Administratie wordt uitgevoerd. De Regering legt onder meer de volgende verplichtingen op: ";

2° in het eerste lid, 3°, a), worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie".

2° in het tweede lid, worden de woorden "aan de CWaPE" vervangen door de woorden "aan de Administratie".

Art. 5. In artikel 36 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2007, en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008 worden de woorden "Na advies van de "CwaPE" bepaalt de Regering" telkens vervangen door de woorden "De Regering bepaalt"

Art. 6. In artikel 36*ter* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in het eerste lid, worden de woorden "Na advies van de "CwaPE" bepaalt de Regering" vervangen door de woorden "De Regering bepaalt";

3° in het derde lid, worden de woorden "De CWaPE" vervangen door de woorden "De Administratie".

Art. 7. In artikel 37 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2007, en gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2014, in paragraaf 5, worden de woorden "Na advies van de "CwaPE", kan de Regering" vervangen door de woorden "De Regering kan"

Art. 8. In artikel 38 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007 en gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in paragraaf 1, worden de woorden "Na advies van de "CwaPE" bepaalt de Regering" vervangen door de woorden "De Regering bepaalt";

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie".

3° in paragraaf 3, worden de woorden "kan de Regering na advies van de "CwaPE" echter beslissen over het bijzonder vernieuwende karakter van het toegepaste proces om het percentage" vervangen door de woorden "kan de Regering echter beslissen om het percentage";

4° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie".

2° in paragraaf 5, worden de woorden "Na advies van de "CwaPE" kan de Regering" vervangen door de woorden "De Regering kan";

6° in de paragrafen 6 en 6*bis*, worden de woorden ", na advies van de CWaPE," telkens opgeheven;

7° in paragraaf 7, worden de woorden "De CWaPE" vervangen door de woorden "De Administratie".

Art. 9. In artikel 39 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "Na advies van de "CwaPE" bepaalt de Regering" vervangen door de woorden "De Regering bepaalt";

2° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie";

3° in paragraaf 1, vijfde lid, worden de woorden ", na advies van de CWaPE," opgeheven;

4° in paragraaf 1, zesde lid, worden de woorden "de CWaPE" telkens vervangen door de woorden "de Administratie";

5° in paragraaf 1, zesde lid, worden de woorden "leden 1 tot 4" vervangen door de woorden "leden 1 tot 5";

6° in paragraaf 1, zesde lid, worden de woorden ", na advies van de CWaPE," opgeheven;

7° in paragraaf 1, zevende lid, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie";

8° in paragraaf 1, zevende lid, worden de woorden "leden 1 tot 4" vervangen door de woorden "leden 1 tot 5";

2° in paragraaf 1, zevende lid, worden de woorden "na adviesverlening door de " CWaPE " uiterlijk 31 mei 2014" opgeheven;

10° in paragraaf 2, worden de woorden "De CWaPE" telkens vervangen door de woorden "De Administratie".

Art. 10. In artikel 40 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 29 juni 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden ", na advies van de CWaPE," opgeheven;

3° in het derde lid, worden de woorden "De CWaPE" vervangen door de woorden "De Administratie";

2° in het vierde lid, worden de woorden "Na advies van de "CwaPE" bepaalt de Regering" vervangen door de woorden "De Regering bepaalt";

Art. 11. In artikel 41 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "na advies van de CWaPE" opgeheven;

2° in het tweede lid, worden de woorden "Na advies van de CWaPE bepaalt de Regering" vervangen door de woorden "De Regering bepaalt".

Art. 12. In artikel 41*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, worden de woorden "Na advies van de "CWaPE" bepaalt de Regering" vervangen door de woorden "De Regering bepaalt";

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "de "CWaPE" in overleg met" opgeheven.

Art. 13. In artikel 42 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 12 december 2014 en gewijzigd bij het decreet van 29 juni 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "de CWaPE" worden telkens vervangen door de woorden "de Administratie".

2° de woorden "De CWaPE" worden telkens vervangen door de woorden "De Administratie".

Art. 14. In artikel 42/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 29 juni 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "artikel 34*quater*" vervangen door de woorden "artikel 34, 4°, f),";

2° de woorden "de CWaPE" worden telkens vervangen door de woorden "de Administratie".

3° de woorden "De CWaPE" worden vervangen door de woorden "De Administratie".

Art. 15. In artikel 42*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 11 december 2013 en vervangen bij het decreet van 12 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven;

2° in paragraaf 5, vijfde lid, worden de woorden "Na advies van de "CWaPE", kan de Regering" vervangen door de woorden "De Regering kan"

3° in paragraaf 7, eerste lid, worden de woorden "De "CWaPE" maakt een" vervangen door de woorden "De Administratie actualiseert driemaandelijks de";

4° in paragraaf 7, eerste lid, worden de zinnen "Deze lijst wordt eerst opgemaakt binnen de maand na de eerste aankopen van groene certificaten door de personen belast met de opdracht bedoeld in artikel 42, § 1, of, bij gebreke daarvan, binnen de maand na een beslissing van de "CREG" waarbij een verhoging van de toeslag wordt toegelaten om de dekking van de gedeeltelijke vrijstelling bedoeld in § 5 mogelijk te maken. Deze lijst wordt driemaandelijks bijgewerkt." opgeheven;

5° in paragraaf 7, eerste lid, worden de woorden "De zo opgemaakte en bijgewerkte lijst wordt overgemaakt door de "CWaPE" vervangen door de woorden "De lijst wordt overgemaakt door de Administratie";

6° in de paragrafen 7 tot 9, worden de woorden "de CWaPE" telkens vervangen door de woorden "de Administratie".

7° in paragraaf 7, worden de woorden "De CWaPE" vervangen door de woorden "De Administratie".

Art. 16. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 42*bis*/1, luidend als volgt :

"Art. 42*bis*/1. Onverminderd de gewone beroepsmiddelen, in het kader van de bevordering van hernieuwbare energiebronnen en kwaliteitswarmtekrachtkoppeling, heeft elke partij het recht om, voor de Minister, een klacht neer te leggen, met het oog op zijn heroverweging binnen twee maanden na de bekendmaking van een beslissing van de Administratie. Deze klacht heeft geen schorsende werking tenzij ze is ingesteld tegen een beslissing tot het opleggen van een administratieve boete.

De Minister beslist binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de ontvangst van de klacht of van de bijkomende informatie die zij gevraagd heeft. Bij gebrek wordt de oorspronkelijke beslissing bevestigd."

Art. 17. In artikel 43, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

4° in punt 4°, worden de woorden ",met uitzondering van de verplichtingen bedoeld in de artikelen 34, lid 1, 4°, b) en d) tot en met g) en 34*bis*, lid 1, 3°, a)," ingevoegd tussen de woorden "de leveranciers" en "; indien de netbeheerders";

b) de punten 8° tot 11° worden opgeheven.

Art. 18. In artikel 44 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 11 april 2014, worden de woorden "de Regering" vervangen door het woord "het Parlement".

Art. 19. In artikel 45, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

3° in paragraaf 1, lid 1, wordt het woord "vier" vervangen door het woord "drie";

2° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "de Waalse Regering" vervangen door de woorden "het Parlement";

3° in paragraaf 1, eerste lid, wordt de zin "In afwijking van vorige voorschriften loopt het mandaat van de voorzitter en de directeurs die bij de oprichting van de CWaPE door de Regering worden benoemd, af op 31 augustus 2008." opgeheven;

4° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "bij de minister en de Minister-President" vervangen door de woorden "voor het Parlement";

3° in paragraaf 1, lid 2 tot 6, wordt het woord "de Regering" telkens vervangen door het woord "het Parlement";

6° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. De voorzitter en de directeurs onder wie de vice-voorzitter, zijn aangewezen door het Parlement op basis van een SELOR procedure en op voordracht van een selectiejury die samengesteld is als volgt :

1° de Bestuurder van SELOR of diens afgevaardigde;

2° drie leden, voorgesteld door SELOR, die tot het academische personeel behoren van een universiteit, die niet in dienst zijn van een netbeheerder, leverancier, producent of tussenpersoon, en die op geen enkele wijze betrokken zijn bij een contractuele verbintenis tussen een universiteit en een actor in de elektriciteits- of gasector;

3° de voorzitter of een lid die een hoge functie in het Europees openbaar ambt uitoefent of heeft uitgeoefend.

In het kader van hun opdrachten nemen de juryleden de vertrouwelijkheidsregels in acht en zijn ze gehouden tot het beroepsgeheim.;

3° in paragraaf 2*bis*, lid 1, wordt het woord "de Regering" vervangen door het woord "het Parlement";

8° in paragraaf 2*ter*, tweede lid, 7°, wordt punt d) opgeheven;

3° in paragraaf 2*quater*, wordt het woord "de Regering" telkens vervangen door het woord "het Parlement";

10° in paragraaf 2*quinquies*, worden de woorden "de Minister, de Minister-President, of hun afgevaardigden" vervangen door de woorden "de afgevaardigden van het Parlement";

11° in paragraaf 3, wordt het woord "de Regering" vervangen door het woord "het Parlement".

Art. 20. In Artikel 45^{quater}, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, wordt het woord "de Regering" vervangend door het woord "het Parlement".

Art. 21. In artikel 46 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

3° in paragraaf 1, lid 1, wordt het woord "vier" vervangen door het woord "drie";

2° in paragraaf 1, eerste lid, 1°, worden de woorden ", de integratie van hernieuwbare energiebronnen in deze markten" ingevoegd tussen de woorden "de werking van de gas- en elektriciteitsmarkten" en de woorden "en de desbetreffende onderzoeken";

3° in paragraaf 1, eerste lid, 2°, worden de woorden "en de controle" ingevoegd tussen de woorden "de goedkeuring" en "van de tarieven";

4° in paragraaf 1, eerste lid, wordt punt 3° opgeheven;

5° paragraaf 1^{bis} wordt vervangen als volgt:

« § 1^{bis}. De voorzitter van de CWaPE houdt toezicht op alle opdrachten die door de directeurs en de personen in zijn directe afhankelijkheid worden uitgevoerd. Ten minste eenmaal per jaar evalueert de voorzitter de leden van het directiecomité. Deze evaluatie heeft betrekking op de technische, bestuurlijke en gedragsmatige aspecten van de directeurs i.v.m. hun overeenkomst. Indien een directeur zijn overeenkomst niet in acht neemt, brengt de voorzitter verslag uit aan het Parlement.

De voorzitter wordt bijgestaan door een secretaris-generaal, na openbare oproep tot kandidaten aangeworven door het Directiecomité Hij staat onder de directe leiding van de voorzitter van de CWaPE.

De secretaris-generaal wordt, onder leiding van de voorzitter en onverminderd de bevoegdheden van het directiecomité, belast met het beheer van de human resources, de overheidsopdrachten, de arbeidsovereenkomsten, de dagelijkse boekhouding en financiële verrichtingen, de informatica, het beheer van de documentatie en de beheercontrole. Hij voert deze taken uit ten dienste van alle directies.

De secretaris-generaal woont de vergaderingen van het directiecomité zonder stemrecht bij en stelt de notulen van de vergaderingen van het directiecomité op."

Art. 22. In artikel 47 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 17 juli 2008, en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014 worden de woorden "van de "CWaPE" telkens vervangen door de woorden "van de Administratie".

Art. 23. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 47/1, luidend als volgt:

"Art. 47/1. § 1. Bij de uitvoering van de opdrachten die haar in de hoofdstukken IX tot X zijn opgedragen, kan de Administratie de leveranciers en tussenpersonen die actief zijn op de gewestelijke markt en elke persoon aan wie de Administratie als verkrijger of makelaar groene certificaten kan toekennen, verplichten dat zij haar binnen een door haar vastgestelde termijn alle informatie verstrekt die nodig is voor de uitvoering van de in de hoofdstukken IX en X genoemde taken.

§ 2. Bij het uitblijven van een reactie op de overeenkomstig paragraaf 1 genomen beslissing kan een vaststellende beambte van de Administratie :

1° elk ogenblik de installaties, lokalen, terreinen en andere plaatsen betreden, behalve als ze een woning vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet;

2° een kopie van de gevraagde informatie nemen of ze tegen ontvangstbewijs meenemen;

3° elke persoon vragen stellen over elk feit in verband met dit artikel en zijn antwoorden registreren.

Bij die gelegenheid moet de vaststellende beambte drager zijn van een document waaruit zijn hoedanigheid van vaststellende beambte blijkt, alsmede van een document met de redenen voor de controle ter plaatse, goedgekeurd door een hiërarchische meerdere van minstens rang A3.

De vaststellende beambte stelt een proces-verbaal op dat geldt tot bewijs van het tegendeel.

De leveranciers en tussenpersonen die actief zijn op de gewestelijke markt en elke persoon aan wie de Administratie als verkrijger of makelaar groene certificaten kan toekennen, onderwerpen zich aan de controle ter plaatse uitgevoerd krachtens deze paragraaf, op straffe van een administratieve boete in de zin van artikel 54/1.

De regering kan het toepassingsgebied van dit paragraaf uitbreiden tot bepaalde categorieën gebruikers die zij bepaalt.

De lijst van de vaststellende beambten wordt door de Regering bepaald. De Regering verstrekt deze beambten een document waaruit blijkt dat zij de hoedanigheid van vaststellende beambten bezitten.

§ 3. De Administratie kan in ieder geval, ambtshalve een controle ter plaatse uitvoeren van de telgegevens van elke persoon aan wie de Administratie groene certificaten kan afgeven."

Art. 24. In artikel 47^{ter} van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de paragrafen 1 en 2 worden vervangen als volgt :

« § 1. De CWaPE is onafhankelijk van de Regering.

De regering kan twee regeringswaarnemers benoemen en ontslaan, die het recht hebben de vergaderingen van het directiecomité met raadgevende stem bij te wonen.

§ 2. Het Parlement evalueert de voorzitter van de CWaPE jaarlijks. Deze evaluatie heeft betrekking op de naleving van de overeenkomst en de naleving van de doelstellingen van het rittenblad.;

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

"§ 3. Het Parlement kan twee waarnemers benoemen en ontslaan, die het recht hebben de vergaderingen van het directiecomité met raadgevende stem bij te wonen. ";

1° in paragraaf 4, lid 1, wordt het woord "twee" v^{er}vangen door de woorden "minstens vier.;"

Art. 25. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 54/1, luidend als volgt :

"Art. 54/1. Onverminderd de andere maatregelen waarin dit besluit voorziet, waaronder met name de algemene bevoegdheid van de CWaPE om toe te zien op en sancties op te leggen voor de naleving van de openbardienstverplichtingen, kan de Administratie eisen dat elke natuurlijke of rechtspersoon die onder de toepassing van dit decreet valt, binnen een door haar vastgestelde termijn voldoet aan bepaalde bepalingen van de hoofdstukken IX tot en met X of de uitvoeringsbesluiten.

Indien de Administratie vaststelt dat de betrokken persoon na het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn in gebreke blijft bij de naleving ervan, kan de Administratie een administratieve boete opleggen, waarvan zij het bedrag bepaalt. Dit mag niet minder dan 250 euro of meer dan 100.000 euro per dag zijn. De beslissing van de Administratie wordt genomen uiterlijk zes maanden na het verstrijken van de termijn die in het bevel bedoeld in het eerste lid is vastgesteld."

Art. 26. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 54/2, luidend als volgt :

"Art. 54/2. Alvorens een administratieve geldboete vast te stellen, stelt de Administratie de betrokkene hiervan per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst in kennis en nodigt zij hem uit haar een memorie met zijn verweermiddelen toe te zenden.

De zending bedoeld in het eerste lid moet dit artikel in zijn geheel reproduceren en de volgende gegevens bevatten:

1° de vermelding van elke in overweging genomen klacht;

2° het bedrag van de voorgestelde boete;

3° de plaatsen, dagen en uren gedurende welke het dossier kan worden geraadpleegd;

4° de datum van het verhoor.

De memorie bedoeld in het eerste lid wordt binnen vijftien dagen na ontvangst van de zending bedoeld in het eerste lid per aangetekende brief aan de Administratie toegezonden.

Het verhoor vindt plaats ten vroegste vijftwintig werkdagen na de zending bedoeld in het derde lid. De betrokkene kan zich laten bijstaan door een advocaat of door deskundigen van zijn keuze. De administratie stelt een proces-verbaal van het verhoor op en nodigt de betrokkene uit deze te ondertekenen, zo nodig na registratie van zijn of haar opmerkingen.

De Administratie stelt het bedrag van de administratieve geldboete vast bij een met redenen omklede beslissing en stelt de betrokkene daarvan in kennis binnen tien dagen na het verhoor of, indien geen verhoor plaatsvindt, binnen dertig dagen na de zending bedoeld in het eerste lid, per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst. Na deze termijn wordt zij geacht definitief af te zien van het opleggen van een geldboete op basis van de feiten waarvoor de betrokkene verantwoordelijk is, tenzij er nieuwe informatie beschikbaar is."

Art. 27. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een nieuw artikel 54/3, luidend als volgt :

"Art. 54/3. De kennisgeving van de beslissing van de Administratie om een administratieve boete op te leggen, maakt melding van de mogelijkheid om beroep in te stellen tegen deze beslissing krachtens artikel 54/6, en van de termijn waarin dit beroep moet worden uitgeoefend.

Indien het bedrag van de boete per dag wordt vastgelegd, is het verschuldigd vanaf de dag volgend op de kennisgeving van de beslissing. In dat geval wordt de boete opgelegd tot de datum waarop de betrokken persoon zich naar deze bevelen geschikt heeft."

Art. 28. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 54/4, luidend als volgt :

"Art. 54/4. Er mag geen administratieve boete worden opgelegd aan een persoon die voor diezelfde feiten, het voorwerp was van strafrechtelijke vervolgingen op basis van artikel 52, en die, zonder onderscheid, zijn uitgelopen op een schuldigverklaring, een niet-vervolging of een vrijspraak.

De kennisgeving van de beslissing die het bedrag van de administratieve boete vastlegt, maakt een einde aan de strafvordering, desgevallend ingeleid op basis van artikel 52.

Art. 29. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 54/5, luidend als volgt :

"Art. 54/5. De administratieve boete is betaalbaar binnen de dertig dagen na kennisgeving van de beslissing van de Administratie om een administratieve geldboete op te leggen.

De Administratie mag een door haar vastgesteld uitstel van betaling toestaan. Indien de betrokken persoon in gebreke blijft te betalen, wordt de administratieve boete bij dwangbevel ingevorderd. De Regering wijst de ambtenaren aan die de dwangbevelen moeten uitvoeren en uitvoerbaar verklaren. Die worden kenbaar gemaakt bij deurwaarders-exploot met een aanmaning om te betalen.

Art. 30. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 54/6, luidend als volgt :

"Art. 54/6. Binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing van de Administratie om een administratieve boete op te leggen, kan beroep worden ingesteld bij de Minister van Energie.

Het beroep bij de Minister van Energie is opschortend."

Art. 31. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 54/7, luidend als volgt :

"Art. 54/7. Via dezelfde beslissing als deze waarvoor ze een administratieve boete oplegt, kan de Administratie het volledige of gedeeltelijke uitstel van de betaling van deze boete toekennen.

Het uitstel is slechts mogelijk indien de Administratie de betrokken persoon geen administratieve boete heeft opgelegd gedurende het jaar dat voorafgaat aan de tekortkoming die aanleiding gaf tot de administratieve boete waarvan het uitstel wordt overwogen.

Het uitstel geldt tijdens een proeftijd van een jaar. De proeftijd loopt vanaf de datum van de kennisgeving van de beslissing die de administratieve boete oplegt. Bij nieuwe inbreuk tijdens de proeftijd, die aanleiding geeft tot een nieuwe boete, beslist de Administratie of het uitstel al dan niet wordt ingetrokken.

De administratieve boete waarvan de betaling uitvoerbaar wordt ten gevolge van de intrekking van het uitstel, wordt zonder beperking gecumuleerd met de boete die uit hoofde van de nieuwe inbreuk wordt opgelegd.

Bij beroep tegen de beslissing van de Administratie, beschikt de Minister van Energie over dezelfde bevoegdheden inzake uitstel als de Administratie."

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt*

Art. 32. In artikel 33ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 21 mei 2015, worden de woorden "Na advies van de "CWAPE" bepaalt de Regering" telkens vervangen door de woorden "De Regering bepaalt"

Art. 33. cIn artikel 33quinquies van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 21 april 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° in het eerste lid, worden de woorden "Na advies van de "CWAPE" bepaalt de Regering" vervangen door de woorden "De Regering bepaalt";

3° in het derde lid, worden de woorden "De CWAPE" vervangen door de woorden "De Administratie".

Art. 34. cIn artikel 34 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018 en 21 mei 2015, worden in het tweede lid, de woorden ", na advies van de CWAPE," opgeheven.

Art. 35. In artikel 36, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 8° wordt aangevuld met de volgende woorden ", met uitzondering van de verplichtingen bedoeld in artikel 32, § 1,°, d), waarvan de controle door de Administratie wordt uitgevoerd";

b) punt 9° wordt opgeheven.

Art. 36. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 48octies, luidend als volgt:

"Art. 48octies. § 1. Bij de uitvoering van de opdrachten die haar in de hoofdstukken VIII tot VIIIter zijn opgedragen, kan de Administratie de distributienetbeheerders, de leveranciers die actief zijn op de gewestelijke markt en elke persoon die garanties van oorsprong voor het gas uit hernieuwbare energiebronnen kan krijgen, verplichten dat zij haar binnen een door haar vastgestelde termijn alle informatie verstrekt voor de uitvoering van de taken die haar krachtens de hoofdstukken VIII tot VIIIter worden opgedragen.

§ 2. Bij het uitblijven van een reactie op de overeenkomstig paragraaf 1 genomen beslissing kan een vaststellende beambte van de Administratie :

1° elk ogenblik de installaties, lokalen, terreinen en andere plaatsen betreden, behalve als ze een woning vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet;

2° een kopie van de gevraagde informatie nemen of ze tegen ontvangstbewijs meenemen;

3° elke persoon vragen stellen over elk feit in verband met dit artikel en zijn antwoorden registreren.

Bij die gelegenheid moet de vaststellende beambte drager zijn van een document waaruit zijn hoedanigheid van vaststellende beambte blijkt, alsmede van een document met de redenen voor de controle ter plaatse, goedgekeurd door een hiërarchische meerdere van minstens rang A3.

De vaststellende beambte stelt een proces-verbaal op dat geldt tot bewijs van het gedeelte.

De distributienetbeheerders, de leveranciers die actief zijn op de gewestelijke markt en elke persoon die garanties van oorsprong voor het gas uit hernieuwbare energiebronnen kan krijgen, onderwerpen zich aan de controle ter plaatse uitgevoerd krachtens dit paragraaf, op straffe van een administratieve boete in de zin van artikel 48novies.

De regering kan het toepassingsgebied van dit paragraaf uitbreiden tot bepaalde categorieën gebruikers die zij bepaalt.

De lijst van de vaststellende beambten wordt door de Regering bepaald. De Regering verstrekt deze beambten een document waaruit blijkt dat zij de hoedanigheid van vaststellende beambten bezitten.

§ 3. De Administratie kan in ieder geval, ambtshalve een controle ter plaatse uitvoeren van de telgegevens van elke persoon aan wie de Administratie groene certificaten kan afgeven."

Art. 37. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 48novies, luidend als volgt :

"Art. 48novies. Onverminderd de andere maatregelen waarin dit besluit voorziet, waaronder met name de algemene bevoegdheid van de CWaPE om toe te zien op en sancties op te leggen voor de naleving van de openbardienstverplichtingen, kan de Administratie eisen dat elke natuurlijke of rechtspersoon die onder de toepassing van dit decreet valt, binnen een door haar vastgestelde termijn voldoet aan bepaalde bepalingen van de hoofdstukken VIII tot en met VIIIter of de uitvoeringsbesluiten ervan.

Indien de Administratie vaststelt dat de betrokken persoon na het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn in gebreke blijft bij de naleving ervan, kan de Administratie een administratieve boete opleggen, waarvan zij het bedrag bepaalt. Dit mag niet minder dan 250 euro of meer dan 100 000 euro per dag zijn. De beslissing van de Administratie wordt genomen uiterlijk zes maanden na het verstrijken van de termijn die in het bevel bedoeld in het eerste lid is vastgesteld."

Art. 38. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 48decies, luidend als volgt :

"48decies. Alvorens een administratieve geldboete vast te stellen, stelt de Administratie de betrokkene hiervan per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst in kennis en nodigt zij hem uit haar een memorie met zijn verweermiddelen toe te zenden.

De zending bedoeld in het e^{er}ste lid moet dit artikel in zijn geheel reproduc^{er}en en de volgende gegevens bevatten:

- 1° de vermelding van elke in overweging genomen klacht;
- 2° het bedrag van de voorgestelde boete;
- 3° de plaatsen, dagen en uren gedurende welke het dossier kan worden geraadpleegd;
- 4° de datum van het verhoor.

Det memorie bedoeld in het eerste lid wordt binnen vijftien dagen na ontvangst van de zending bedoeld in het eerste lid per aangetekende brief aan de Administratie toegezonden.

Het verhoor vindt plaats ten vroegste vijftienvintig werkdagen na de zending bedoeld in het derde lid. De betrokkene kan zich laten bijstaan door een advocaat of door deskundigen van zijn keuze. De administratie stelt een proces-verbaal van het verhoor op en nodigt de betrokkene uit deze te ondertekenen, zo nodig na registratie van zijn of haar opmerkingen.

De Administratie stelt het bedrag van de administratieve geldboete vast bij een met redenen omklede beslissing en stelt de betrokkene daarvan in kennis binnen tien dagen na het verhoor of, indien geen verhoor plaatsvindt, binnen dertig dagen na de zending bedoeld in het eerste lid, per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst. Na deze termijn wordt zij geacht definitief af te zien van het opleggen van een geldboete op basis van de feiten waarvoor de betrokkene verantwoordelijk is, tenzij er nieuwe informatie beschikbaar is."

Art. 39. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 48undecies, luidend als volgt:

"48undecies. De kennisgeving van de beslissing van de Administratie om een administratieve boete op te leggen, maakt melding van de mogelijkheid om beroep in te stellen tegen deze beslissing krachtens artikel 48quaterdecies, en van de termijn waarin dit beroep moet worden uitgeoefend.

Indien het bedrag van de boete per dag wordt vastgelegd, is het verschuldigd vanaf de dag volgend op de kennisgeving van de beslissing. In dat geval wordt de boete opgelegd tot de datum waarop de betrokken persoon zich naar deze bevelen geschikt heeft."

Art. 40. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 48duodecies, luidend als volgt :

"48duodecies. De administratieve boete is betaalbaar binnen de dertig dagen na kennisgeving van de beslissing van de Administratie om een administratieve geldboete op te leggen.

De Administratie mag een door haar vastgesteld uitstel van betaling toestaan. Indien de betrokken persoon in gebreke blijft te betalen, wordt de administratieve boete bij dwangbevel ingevorderd. De Regering wijst de ambtenaren aan die de dwangbevelen moeten uitgeven en uitvoerbaar verklaren. Die worden kenbaar gemaakt bij deurwaarders-exploot met een aanmaning om te betalen."

Art. 41. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 48terdecies, luidend als volgt :

"Art. 48terdecies. Er mag geen administratieve boete worden opgelegd aan een persoon die voor diezelfde feiten, het voorwerp van strafrechtelijke vervolgingen op basis van artikel 47, en die, zonder onderscheid, zijn uitgelopen op een schuldigverklaring, een niet-vervolgving of een vrijspraak.

De kennisgeving van de beslissing die het bedrag van de administratieve boete vastlegt, maakt een einde aan de strafvordering, desgevallend ingeleid op basis van artikel 47."

Art. 42. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 48quaterdecies, luidend als volgt :

"Art. 48quaterdecies. Binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing van de Administratie om een administratieve boete op te leggen, kan beroep worden ingesteld bij de Minister van Energie, volgens de vormen en procedures die het Gerechtelijk Wetboek voorziet.

Het beroep bij de Minister van Energie is opschortend."

Art 43. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 48quinquiesdecies, luidend als volgt :

"Art. 48quinquiesdecies. Via dezelfde beslissing als deze waarvoor ze een administratieve boete oplegt, kan de Administratie het volledige of gedeeltelijke uitstel van de betaling van deze boete toekennen.

Het uitstel is slechts mogelijk indien de Administratie de betrokken persoon geen administratieve boete heeft opgelegd gedurende het jaar dat voorafgaat aan de tekortkoming die aanleiding gaf tot de administratieve boete waarvan het uitstel wordt overwogen.

Het uitstel geldt tijdens een proeftijd van een jaar. De proeftijd loopt vanaf de datum van de kennisgeving van de beslissing die de administratieve boete oplegt. Bij nieuwe inbreuk tijdens de proeftijd, die aanleiding geeft tot een nieuwe boete, beslist de Administratie of het uitstel al dan niet wordt ingetrokken.

De administratieve boete waarvan de betaling uitvoerbaar wordt ten gevolge van de intrekking van het uitstel, wordt zonder beperking gecumuleerd met de boete die uit hoofde van de nieuwe inbreuk wordt opgelegd.

Bij beroep tegen de beslissing van de Administratie, beschikt de Minister van Energie over dezelfde bevoegdheden inzake uitstel als de Administratie."

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 44. Vanaf de inwerkingtreding van dit decreet en met uitzondering van de arbeidsovereenkomsten en elk document betreffende de contractuele betrekkingen tussen de CWaPE en haar personeel, worden alle rechten en verplichtingen van de CWaPE, contractueel of niet-contractueel, die zijn ontstaan door de uitvoering van de aan het Waals Gewest overgedragen opdrachten, overgedragen aan het Waals Gewest, dat onmiddellijk wordt gesubrogeerd in de rechten van de CWaPE

Art. 45. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 31 januari 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2018-2019.
Stukken van het Waals Parlement 1247 (2018-2019) Nrs. 1 tot 7.
Volledig verslag, openbare vergadering van 30 januari 2019.
Bespreking.
Stemming.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/200998]

31. JANUAR 2019 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Änderungen im Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts*

Artikel 1 - Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 7 werden die Wörter "durch die "Commission wallonne pour l'énergie" (Wallonische Kommission für Energie - CwaPE)" durch die Wörter "durch die Verwaltung" ersetzt;

b) in Ziffer 11 wird das Wort "CwaPE" durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 25^{quater}/1 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird das Wort "CwaPE" durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 34 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter ", deren Erfüllung von der CWaPE überprüft wird, und zwar unter anderem die folgenden Verpflichtungen" werden gestrichen, und durch Folgendes ersetzt: "Die Einhaltung dieser Verpflichtungen wird durch die CwaPE kontrolliert, mit Ausnahme der Verpflichtungen nach Ziffer 4 Buchstabe *b)* und Buchstaben *d)* bis *g)*, deren Einhaltung durch die Verwaltung kontrolliert wird. Die Regierung schreibt insbesondere die folgenden Verpflichtungen vor:";

2° in Ziffer 4 Buchstabe *b)* wird das Wort "CwaPE" durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 34^{bis} desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter ", deren Erfüllung von der CWaPE überprüft wird, und zwar unter anderem die folgenden Verpflichtungen" gestrichen, und durch Folgendes ersetzt: "Die Einhaltung dieser Verpflichtungen wird durch die CwaPE kontrolliert, mit Ausnahme der Verpflichtungen nach Ziffer 3 Buchstabe *a)*, deren Einhaltung durch die Verwaltung kontrolliert wird. Die Regierung schreibt insbesondere die folgenden Verpflichtungen vor:";

2° in Absatz 1 Ziffer 3 Buchstabe *a)* wird das Wort "CwaPE" durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

3° in Absatz 2 wird das Wort "CwaPE" durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 36 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden die Wörter "Nach Begutachtung durch die CWaPE legt die Regierung die Zulassungsbedingungen der Kontrolleinrichtungen fest" durch die Wörter "Die Regierung legt die Zulassungsbedingungen der Kontrolleinrichtungen fest" und werden die Wörter "Nach Begutachtung durch die CwaPE bestimmt die Regierung" durch die Wörter "Die Regierung bestimmt" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 36ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "Nach Begutachtung durch die CwaPE bestimmt die Regierung" durch die Wörter "Die Regierung bestimmt" ersetzt.

2° in Absatz 3 wird das Wort "CwaPE" durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 37 Paragraf 5 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 23. Januar 2014, werden die Wörter "Nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt die Regierung" durch die Wörter "Die Regierung bestimmt" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 38 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 werden die Wörter "Nach Begutachtung durch die CwaPE bestimmt die Regierung" durch die Wörter "Die Regierung bestimmt" ersetzt;

2° in Paragraf 2 Absatz 2 wird das Wort "CwaPE" durch das Wort "Verwaltung" ersetzt;

3° in Paragraf 3 werden die Wörter "nach Begutachtung durch die CWaPE über den besonders innovativen Charakter des verwendeten Verfahrens" gestrichen;

4° in Paragraf 4 Absatz 2 wird das Wort "CwaPE" durch das Wort "Verwaltung" ersetzt;

5° in Paragraf 5 werden die Wörter "Nach Begutachtung durch die CwaPE kann die Regierung" durch die Wörter "Die Regierung kann" ersetzt;

6° in den Paragrafen 6 und 6bis werden die Wörter "nach Begutachtung durch die CWaPE" jeweils gestrichen;

7° in Paragraf 7 wird das Wort "CwaPE" durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 39 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 werden die Wörter "Nach Begutachtung durch die CwaPE setzt die Regierung" durch die Wörter "Die Regierung setzt" ersetzt;

2° in Paragraf 1 Absatz 1 wird das Wort "CwaPE" durch das Wort "Verwaltung" ersetzt;

3° in Paragraf 1 Absatz 5 werden die Wörter "nach Begutachtung durch die CWaPE" gestrichen;

4° in Paragraf 1 Absatz 6 wird das Wort "CwaPE" jeweils durch das Wort "Verwaltung" ersetzt;

5° In Paragraf 1 Absatz 6 werden die Wörter "Absätze 1 bis 4" durch die Wörter "Absätze 1 bis 5" ersetzt;

6° in Paragraf 1 Absatz 6 werden die Wörter "nach Begutachtung durch die CWaPE" gestrichen;

7° in Paragraf 1 Absatz 7 wird das Wort "CwaPE" durch das Wort "Verwaltung" ersetzt;

8° in Paragraf 1 Absatz 7 werden die Wörter "Absätze 1 bis 4" durch die Wörter "Absätze 1 bis 5" ersetzt;

9° in Paragraf 1 Absatz 7 werden die Wörter "nach Begutachtung durch die CWaPE spätestens am 31. Mai 2014" gestrichen;

10° in Paragraf 2 wird das Wort "CwaPE" jeweils durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 40 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 29. Juni 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "nach Begutachtung durch die CWaPE" gestrichen;

2° in Absatz 3 wird das Wort "CwaPE" durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

3° in Absatz 4 werden die Wörter "Nach Begutachtung durch die CwaPE bestimmt die Regierung" durch die Wörter "Die Regierung bestimmt" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 41 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "nach Begutachtung durch die CWaPE" gestrichen;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "nach Begutachtung durch die CWaPE" gestrichen.

Art. 12 - In Artikel 41bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 23. Januar 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 werden die Wörter "Nach Begutachtung durch die CwaPE bestimmt die Regierung" durch die Wörter "Die Regierung bestimmt" ersetzt;

2° in Paragraf 3 Absatz 1 werden die Wörter "von der CWaPE in Absprache mit der Verwaltung" durch die Wörter "von der Verwaltung" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 42 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014 und abgeändert durch das Dekret vom 29. Juni 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "CwaPE" wird jeweils durch das Wort "Verwaltung" ersetzt;

2° das Wort "CwaPE" wird jeweils durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 42/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 29. Juni 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 werden die Wörter "Artikel 34quater" durch die Wörter "Artikel 34 Ziffer 4 Buchstabe f)" ersetzt;

2° das Wort "CwaPE" wird jeweils durch das Wort "Verwaltung" ersetzt;

3° das Wort "CwaPE" wird jeweils durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 42bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 11. Dezember 2013 und ersetzt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 5 wird Absatz 2 aufgehoben;

2° in Paragraf 5 Absatz 5 werden die Wörter "nach Begutachtung durch die CWaPE" gestrichen;

3° in Paragraf 7 Absatz 1 werden die Wörter "Die CWaPE erstellt" durch die Wörter "Die Verwaltung aktualisiert quartalsweise die" ersetzt;

4° in Paragraph 7 Absatz 1 werden die Sätze "Diese Liste wird zum ersten Mal während des Monats nach dem ersten Kauf von grünen Zertifikaten durch die Personen erstellt, die mit der in Artikel 42, § 1 genannten Aufgabe beauftragt wurden; wenn dies nicht der Fall ist, wird sie innerhalb eines Monats nach einem Beschluss der CREG erstellt, durch den eine Erhöhung des Tarifaufschlags genehmigt wird, um so die Deckung der in § 5 vorgesehenen Teilbefreiung zu ermöglichen. Diese Liste wird quartalsweise aktualisiert." gestrichen;

5° in Paragraph 7 Absatz 1 werden die Wörter "Die CWaPE übermittelt die auf diese Weise aufgestellte und aktualisierte Liste" durch die Wörter "Die Verwaltung übermittelt diese Liste" ersetzt;

6° in den Paragraphen 7 bis 9 wird das Wort "CWAPE" jeweils durch das Wort "Verwaltung" ersetzt;

7° in Paragraph 7 wird das Wort "CWAPE" durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

Art. 16 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 42*bis*/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 42*bis*/1 - Im Rahmen der Förderung der erneuerbaren Energiequellen und der hochqualitativen Kraft-Wärme-Kopplung hat jede geschädigte Partei unbeschadet der gewöhnlichen Rechtsmittel das Recht, binnen zwei Monaten nach der Veröffentlichung eines Beschlusses der Verwaltung vor dem Minister eine Beschwerde im Hinblick auf die Wiederüberprüfung ihrer Akte einzureichen. Diese Beschwerde hat keine aufhebende Wirkung, außer wenn sie gegen einen Beschluss gerichtet wird, durch den eine administrative Geldbuße auferlegt wird.

Der Minister befindet binnen einer Frist von zwei Monaten nach dem Eingang der Beschwerde oder der zusätzlichen Informationen, deren Mitteilung beantragt wurde. Ist dies nicht der Fall, so wird der ursprüngliche Beschluss bestätigt."

Art. 17 - In Artikel 43 § 2 Absatz 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 4 werden die Wörter ", mit Ausnahme der Verpflichtungen im Sinne von Artikel 34 Absatz 1 Ziffer 4 Buchstabe b) und Buchstaben d) bis g) und Artikel 34*bis* Absatz 1 Ziffer 3 Buchstabe a)" nach dem Wort Stromversorger eingefügt;

b) die Ziffern 8 bis 11 werden gestrichen.

Art. 18 - In Artikel 44 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 11. April 2014, werden die Wörter "der Regierung" durch die Wörter "dem Parlament" ersetzt.

Art. 19 - Artikel 45 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird das Wort "vier" durch das Wort "drei" ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter " der Wallonischen Regierung" durch "dem Parlament" ersetzt;

3° in Paragraph 1 Absatz 1 wird der Satz "Unter Abweichung vom Vorhergehenden endet das Mandat der von der Regierung benannten Vorsitzenden und Verwalter, sobald die Einrichtung der CWaPE am 31. August 2008 beendet ist." gestrichen;

4° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "vor dem Minister und dem Ministerpräsidenten geleisteten Eid" durch die Wörter "vor dem Parlament geleisteten Eid" ersetzt;

5° in Paragraph 1 Absätze 2 bis 6 werden die Wörter "die Regierung" bzw. "der Regierung" jeweils durch die Wörter "das Parlament" bzw. "dem Parlament" ersetzt;

6° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Der Vorsitzende und die Direktoren, worunter der stellvertretende Vorsitzende, werden von dem Parlament auf der Grundlage eines SELOR-Verfahrens bestimmt, auf den Vorschlag eines Auswahlausschusses, der sich wie folgt zusammensetzt:

1° der Verwalter des SELOR oder sein Beauftragter;

2° drei von dem SELOR vorgeschlagenen Mitglieder, die zum akademischen Personal einer Universität gehören, die kein Amt im Dienste eines Netzbetreibers, Stromversorgers, Erzeugers oder Zwischenhändlers ausüben und auf keinerlei Weise in einer vertraglichen Bindung zwischen einer Universität und einem Marktteilnehmer im Elektrizitäts- oder Gassektor eine Rolle spielen;

3° der Vorsitzende oder ein Mitglied, das eine hochrangige Stellung in dem europäischen öffentlichen Dienst hat oder gehabt hat.

Im Rahmen ihrer Aufgabe beachten die Mitglieder des Auswahlausschusses die Vertraulichkeitsregeln und unterliegen dem Berufsgeheimnis.;"

7° in Paragraph 2*bis* Absatz 1 werden die Wörter "der Regierung" durch die Wörter "dem Parlament" ersetzt;

8° in Paragraph 2*ter* Absatz 2 Ziffer 7 wird Buchstabe d) gestrichen;

9° in Paragraph 2*quater* werden die Wörter "die Regierung" bzw. "der Regierung" durch die Wörter "das Parlament" bzw. "dem Parlament" ersetzt;

10° in Paragraph 2*quinqües* werden die Wörter "dem Minister, dem Ministerpräsidenten, oder ihren Beauftragten" durch die Wörter "den Vertretern des Parlaments" ersetzt;

11° in Paragraph 3 werden die Wörter "Die Regierung" durch die Wörter "Das Parlament" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 45*quater* Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 2014, werden die Wörter "die Regierung" durch die Wörter "das Parlament" ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 46 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird das Wort "vier" durch das Wort "drei" ersetzt;

2° Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "1° eine technische Direktion, die mit den technischen Aspekten des Gas- und Strommarktes befasst ist, einschließlich des Gases aus erneuerbaren Energiequellen und der Arbeitsweise der Gas- und Strommärkte, der Integration der erneuerbaren Energiequellen in diese Märkte und der sie betreffenden Studien.;"

3° Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "2° eine sozio-ökonomische und Tarifiedirektion, die mit der Genehmigung und der Kontrolle der Tarife der Stromverteiler- und Gasversorgungsnetze, der Kontrolle der öffentlich-rechtlichen Verpflichtungen, der Bewertung ihrer Umsetzung und ihrer Kosten sowie der betreffenden Studien befasst ist.;"

4° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Ziffer 3° gestrichen;

5° Paragraph 1*bis* wird durch Folgendes ersetzt:

" § 1bis. Der Vorsitzende der CWaPE betreut die gesamten Aufgaben, die von den Direktoren und die ihm direkt unterstehenden Personen ausgeübt werden. Der Vorsitzende führt mindestens einmal im Jahr eine Bewertung der Mitglieder des Direktionsausschusses durch. Diese Bewertung betrifft die technischen Aspekte, das Management und das Verhalten der Direktoren in Verbindung mit ihrem Vertrag. Kommt ein Direktor seinem Vertrag nicht nach, so erstattet der Vorsitzende der Parlament Bericht darüber.

Dem Vorsitzenden ist ein Generalsekretär beigelegt, der vom Direktionsausschuss nach öffentlicher Ausschreibung eingestellt wird. Er ist der direkten Autorität des Vorsitzenden der CWaPE unterstellt.

Der Generalsekretär ist unter der Leitung des Vorsitzenden und unbeschadet der dem Direktionsausschuss übertragenen Vollmachten mit dem Management der Humanressourcen, den öffentlichen Aufträgen, den Arbeitsverträgen, den täglichen buchhaltungstechnischen und finanziellen Verrichtungen, der IKT, der Verwaltung der Dokumentation und dem Controlling beauftragt. Er erfüllt seine Pflichten im Dienste aller Direktionen.

Der Generalsekretär wohnt den Versammlungen des Direktionsausschusses ohne Stimmberechtigung bei und verfasst die Protokolle der Sitzungen des Direktionsausschusses."

Art. 22 - In Artikel 47 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, wird die Wörter "der CWaPE" jeweils durch die Wörter "der Verwaltung" ersetzt.

Art. 23 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 47/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 47/1 - § 1. Im Rahmen der ihr durch die Kapitel IX bis X anvertrauten Aufgaben kann die Verwaltung von den Versorgern und Zwischenhändlern, die am regionalen Markt teilnehmen, und von jeder Person, die als Unternehmer oder Makler von der Verwaltung grüne Zertifikate erhalten könnte, die Mitteilung aller zur Erfüllung der in den Kapiteln IX und X angegebenen Aufgaben notwendigen Informationen binnen einer von ihr bestimmten Frist verlangen.

§ 2. Bei Ausbleiben einer Reaktion anschließend an den gemäß Paragraf 1 gefassten Beschluss kann ein feststellender Bediensteter der Verwaltung:

1° die Anlagen, Räumlichkeiten, Grundstücke und anderen Örtlichkeiten jederzeit betreten, außer wenn diese im Sinne von Artikel 15 der Verfassung als Wohnsitz gelten;

2° Kopien von den angeforderten Informationen anfertigen oder diese gegen Bestätigung mitnehmen;

3° jede Person zu jedem Sachverhalt in Zusammenhang mit diesem Artikel befragen und ihre Antworten aufzeichnen.

Zu dieser Gelegenheit führt der feststellende Bedienstete ein Dokument mit sich, das seine Eigenschaft als feststellender Bediensteter bescheinigt, und ein Dokument, das die Gründe der Kontrolle vor Ort angibt, die von einem Vorgesetzten, der mindestens den Dienstrang A3 hat, genehmigt wird.

Der feststellende Bedienstete fertigt ein Protokoll an, das bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend ist.

Die Versorger und Zwischenhändler, die am regionalen Markt teilnehmen, und jede Person, der, als Unternehmer oder Makler, die Verwaltung die Gewährung von grünen Zertifikaten zuerkennen könnte, unterziehen sich der kraft des vorliegenden Paragrafen durchgeführten Kontrolle vor Ort; andernfalls droht ihnen eine administrative Geldbuße im Sinne von Artikel 54/1.

Die Regierung kann den Geltungsbereich des vorliegenden Paragrafen auf bestimmte Kategorien von Nutzern, die sie bestimmt, erweitern.

Die Liste der feststellenden Bediensteten wird von der Regierung erlassen. Die Regierung stellt diesen Bediensteten ein Dokument aus, durch das ihre Eigenschaft als feststellender Bediensteter bescheinigt wird.

§ 3. Die Verwaltung kann unter allen Umständen von Amts wegen vor Ort die Messdaten jeder Person kontrollieren, die die Verwaltung die Gewährung von grünen Zertifikaten zuerkennt."

Art. 24 - In Artikel 47ter desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und 11. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Paragrafen 1 und 2 werden durch Folgendes ersetzt:

" § 1. Die CWaPE ist von der Regierung unabhängig.

Die Regierung kann zwei Regierungsbeobachter bestellen und abberufen, die berechtigt sind, mit beratender Stimme an den Versammlungen des Direktionsausschusses teilzunehmen.

§ 2. Das Parlament nimmt jedes Jahr eine Bewertung des Vorsitzenden der CWaPE vor. Diese Bewertung betrifft die Einhaltung seines Vertrags und die Einhaltung der in der Wegskizze festgelegten Ziele." ;

2° Paragraf 3 wird durch Folgendes ersetzt:

" § 3. Das Parlament kann zwei Beobachter bestellen und abberufen, die berechtigt sind, mit beratender Stimme an den Versammlungen des Direktionsausschusses teilzunehmen." ;

3° in Paragraf 4 Absatz 1 wird das Wort "zwei" durch die Wörter "mindestens vier" ersetzt.

Art. 25 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 54/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 54/1 - Unbeschadet der weiteren in vorliegendem Dekret vorgesehenen Maßnahmen, worunter die allgemeine Kontroll- und Sanktionierungsbefugnis der CWaPE im Bereich der Einhaltung der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes, kann die Verwaltung jede natürliche oder juristische Person, auf welche das vorliegende Dekret anwendbar ist, auffordern, bestimmte Vorschriften der Kapitel IX bis X oder der Ausführungserlasse binnen einer von ihr festgelegten Frist einzuhalten.

Stellt die Verwaltung fest, dass die betreffende Person bei Fristende der in Absatz 1 genannten Aufforderung dieser nicht genügt, kann die Verwaltung ihr eine administrative Geldbuße, deren Höhe sie festsetzt, auferlegen. Diese kann pro Tag nicht unter 250 Euro noch über 100.000 Euro liegen. Die Verwaltung muss ihren Beschluss spätestens sechs Monate nach dem Ablauf der in der Aufforderung nach Absatz 1 festgelegten Frist fassen."

Art. 26 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 54/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 54/2 - Vor der Festlegung einer administrativen Geldbuße informiert die Verwaltung die betreffende Person per Einschreibesendung mit Empfangsbestätigung und fordert diese auf, ihr einen Schriftsatz zu ihrer Verteidigung zukommen zu lassen.

Die Sendung nach Absatz 1 gibt den vorliegenden Artikel vollständig wieder und enthält folgende Angaben:

1° die Benennung des vorgebrachten Beschwerdegrunds;

2° die Höhe der in Betracht gezogenen Geldbuße;

3° die Örtlichkeiten, Tage und Uhrzeiten, an denen die Akte eingesehen werden kann;

4° das für die Anhörung festgesetzte Datum.

Der in Absatz 1 genannte Schriftsatz wird binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang der in Absatz 1 genannten Sendung an die Verwaltung per Einschreiben gesandt.

Die Anhörung findet frühestens fünfundzwanzig Werktage nach der in Absatz 3 genannten Sendung statt. Die betreffende Person kann hierfür einen Anwalt oder die Sachverständigen ihrer Wahl hinzuziehen. Die Verwaltung erstellt ein Protokoll der Anhörung und fordert die betreffende Person zur Unterzeichnung desselben auf, gegebenenfalls nachdem diese Person ihre Anmerkungen festgehalten hat.

Die Verwaltung legt den Betrag der administrativen Geldbuße durch einen begründeten Beschluss fest, und informiert die betreffende Person per Einschreibesendung mit Empfangsbestätigung binnen zehn Tagen nach der Anhörung oder, wenn keine Anhörung stattfindet, binnen dreißig Tagen nach der Sendung gemäß Absatz 1. Nach dieser Frist gilt, dass sie endgültig auf jede Geldbuße verzichtet, die auf den der betreffenden Person zur Last gelegten Tatbeständen gründet, dies mit Ausnahme neuer Elemente.“

Art. 27 - In dasselbe Dekret wird ein neuer Artikel 54/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 54/3 - In der Notifizierung des Beschlusses der Verwaltung, eine administrative Geldbuße zu verhängen, wird vermerkt, dass dieser kraft Artikel 54/6 mittels einer Beschwerde angefochten werden kann und wird die Frist angegeben, innerhalb derer diese Beschwerde eingelegt werden kann.

Wird die Höhe der Geldbuße pro Kalendertag festgesetzt, so ist diese ab dem Tag fällig, der auf die Notifizierung des Beschlusses folgt. In diesem Fall findet die Geldbuße bis zu dem Datum, an dem die betreffende Person den Aufforderungen genügt, Anwendung.“

Art. 28 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 54/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 54/4 - Gegen eine Person, die wegen derselben Tatbestände Gegenstand einer aufgrund Artikel 52 eröffneten strafrechtlichen Verfolgung ist, kann keine administrative Geldbuße verhängt werden, ob diese strafrechtliche Verfolgung zu einer Schuldigerklärung, einer Einstellung des Verfahrens oder einem Freispruch geführt hat.

Mit der Notifizierung des die Höhe der administrativen Geldbuße festlegenden Beschlusses erlischt die gegebenenfalls auf Grundlage von Artikel 52 angestrebte Strafverfolgung.“

Art. 29 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 54/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 54/5 - Die administrative Geldbuße ist binnen dreißig Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses der Verwaltung über das Auferlegen einer administrativen Geldbuße zu zahlen.

Die Verwaltung kann eine von ihr festgesetzte Nachfrist gewähren. Befindet sich die betreffende Person hinsichtlich der administrativen Geldbuße in Zahlungsverzug, wird diese mittels eines Zwangsverfahrens erhoben. Die Regierung bestellt die mit der Anordnung und Vollstreckbarkeitserklärung der Zwangsverfahren beauftragten Beamten. Die Zwangsverfahren werden per Zustellung durch den Gerichtsvollzieher mit Zahlungsaufforderung notifiziert.“

Art. 30 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 54/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 54/6 - Der Beschluss der Verwaltung, eine administrative Geldbuße aufzuerlegen, kann Gegenstand einer bei dem Minister für Energie binnen dreißig Tagen nach der Notifizierung des Beschlusses eingelegten Beschwerde sein.

Das Einlegen einer Beschwerde bei dem Minister für Energie hat aufschiebende Wirkung.“

Art. 31 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 54/7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 54/7 - Mit gleichem Beschluss, mit dem die Verwaltung eine administrative Geldbuße auferlegt, kann sie einen Zahlungsaufschub für die Gesamtheit oder einen Teil dieser Geldbuße gewähren.

Der Zahlungsaufschub ist nur möglich, sofern die Verwaltung gegen die betreffende Person während des Jahres vor dem Datum des Begehens des Versäumnisses, das zum Auferlegen der administrativen Geldbuße, für die ein Aufschub erwogen wird, geführt hat, keine administrative Geldbuße auferlegt hat.

Der Zahlungsaufschub gilt für eine Probezeit von einem Jahr. Die Probezeit beginnt ab dem Datum der Notifizierung des Beschlusses, durch den die administrative Geldbuße auferlegt wird. Im Fall einer neuen Zuwiderhandlung während der Probezeit, die Anlass für eine neue Geldbuße ist, beschließt die Verwaltung den eventuellen Widerruf des Zahlungsaufschubs.

Die administrative Geldbuße, deren Zahlung infolge eines Widerrufs des Aufschubs vollstreckbar wird, wird unbegrenzt zu jener addiert, die gegen die Person, die die neue Zuwiderhandlung begeht, verhängt wird.

Im Falle einer Beschwerde gegen den Beschluss der Verwaltung verfügt der Minister für Energie über die gleichen Befugnisse wie die Verwaltung in Sachen Zahlungsaufschübe.“

KAPITEL II — Änderungen im Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts

Art. 32 - In Artikel 33ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 21. Mai 2015 werden die Wörter “Nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt die Regierung” jeweils durch die Wörter “Die Regierung bestimmt” ersetzt.

Art. 33 - In Artikel 33quinquies desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 21. Mai 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter “Nach Begutachtung durch die CwaPE bestimmt die Regierung” durch die Wörter “Die Regierung bestimmt” ersetzt.

2° in Absatz 3 wird das Wort “CwaPE” durch das Wort “Verwaltung” ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 34 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2018 und 21. Mai 2015, werden die Wörter “nach Begutachtung durch die CWaPE” gestrichen.

Art. 35 - In Artikel 36 § 2 Absatz 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 8 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: “8° die Kontrolle der Bestimmungen der Bestimmungen im Bereich der Förderung der Gase aus erneuerbaren Energiequellen und der Verwaltung von spezifischen Netzen, mit Ausnahme der Verpflichtungen nach Artikel 32 § 1 Ziffer 4 Buchstabe d), deren Kontrolle von der Verwaltung ausgeübt wird;”;

b) Ziffer 9 wird aufgehoben.

Art. 36 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 48octies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 48octies - § 1. Im Rahmen der ihr durch die Kapitel VIII bis VIIIter anvertrauten Aufgaben kann die Verwaltung von den Verteilernetzbetreibern, den am regionalen Markt teilnehmenden Versorgern und jeder Person, die Herkunftsnachweise für Gas aus EEQ erhalten könnte, die Mitteilung aller zur Erfüllung der in den Kapiteln VIII bis VIIIter angegebenen Aufgaben notwendigen Informationen binnen einer von ihr bestimmten Frist verlangen.

§ 2. Bei Ausbleiben einer Reaktion anschließend an den gemäß Paragraf 1 gefassten Beschluss kann ein feststellender Bedienstete der Verwaltung:

1° die Anlagen, Räumlichkeiten, Grundstücke und anderen Örtlichkeiten jederzeit betreten, außer wenn diese im Sinne von Artikel 15 der Verfassung als Wohnsitz gelten;

2° Kopien von den angeforderten Informationen anfertigen oder diese gegen Bestätigung mitnehmen;

3° jede Person zu jedem Sachverhalt in Zusammenhang mit diesem Artikel befragen und ihre Antworten aufzeichnen.

Zu dieser Gelegenheit führt der feststellende Bedienstete ein Dokument mit sich, das seine Eigenschaft als feststellender Bediensteter bescheinigt, und ein Dokument, das die Gründe der Kontrolle vor Ort angibt, die von einem Vorgesetzten, der mindestens den Dienstrang A3 hat, genehmigt wird.

Der feststellende Bedienstete fertigt ein Protokoll an, das bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend ist.

Die Verteilernetzbetreiber, am regionalen Markt teilnehmenden Versorger und jede Person und Zwischenhändler, die am regionalen Markt teilnehmen, und jede Person, die Herkunftsnachweise für Gas aus EEQ erhalten könnte, unterziehen sich der kraft des vorliegenden Paragrafen durchgeführten Kontrolle vor Ort; andernfalls droht ihnen eine administrative Geldbuße im Sinne von Artikel 48^{novies}.

Die Regierung kann den Geltungsbereich des vorliegenden Paragrafen auf bestimmte Kategorien von Nutzern, die sie bestimmt, erweitern.

Die Liste der feststellenden Bediensteten wird von der Regierung erlassen. Die Regierung stellt diesen Bediensteten ein Dokument aus, durch das ihre Eigenschaft als feststellender Bediensteter bescheinigt wird.

§ 3. Die Verwaltung kann unter allen Umständen von Amts wegen vor Ort die Messdaten jeder Person kontrollieren, der die Verwaltung die Gewährung von Herkunftsnachweisen für Gas aus EEQ grünen Zertifikaten zuerkennen könnte.“.

Art. 37 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 48^{novies} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 48^{novies} - Unbeschadet der weiteren in vorliegendem Dekret vorgesehenen Maßnahmen, worunter die allgemeine Kontroll- und Sanktionierungsbefugnis der CWaPE im Bereich der Einhaltung der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes, kann die Verwaltung jede natürliche oder juristische Person, auf welche das vorliegende Dekret anwendbar ist, auffordern, bestimmte Vorschriften der Kapitel VIII bis VIII^{ter} oder seiner Ausführungserlasse binnen einer von ihr festgelegten Frist einzuhalten.

Stellt die Verwaltung fest, dass die betreffende Person bei Fristende der in Absatz 1 genannten Aufforderung dieser nicht genügt, kann die Verwaltung ihr eine administrative Geldbuße, deren Höhe sie festsetzt, auferlegen. Diese kann pro Tag nicht unter 250 Euro noch über 100.000 Euro liegen. Die Verwaltung muss ihren Beschluss spätestens sechs Monate nach dem Ablauf der in der Aufforderung nach Absatz 1 festgelegten Frist fassen.“.

Art. 38 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 48^{decies} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 48^{decies} - Vor der Festlegung einer administrativen Geldbuße informiert die Verwaltung die betreffende Person per Einschreiben mit Empfangsbestätigung und fordert diese auf, ihr einen Schriftsatz zu ihrer Verteidigung zukommen zu lassen.

Die Sendung nach Absatz 1 gibt den vorliegenden Artikel vollständig wieder und enthält folgende Angaben:

- 1° die Benennung des vorgebrachten Beschwerdegrunds;
- 2° die Höhe der in Betracht gezogenen Geldbuße;
- 3° die Örtlichkeiten, Tage und Uhrzeiten, an denen die Akte eingesehen werden kann;
- 4° das für die Anhörung festgesetzte Datum.

Der in Absatz 1 genannte Schriftsatz wird binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang der in Absatz 1 genannten Sendung an die Verwaltung per Einschreiben gesandt.

Die Anhörung findet frühestens fünfundzwanzig Werktagen nach der in Absatz 3 genannten Sendung statt. Die betreffende Person kann hierfür einen Anwalt oder die Sachverständigen ihrer Wahl hinzuziehen. Die Verwaltung erstellt ein Protokoll der Anhörung und fordert die betreffende Person zur Unterzeichnung desselben auf, gegebenenfalls nachdem diese Person ihre Anmerkungen festgehalten hat.

Die Verwaltung legt den Betrag der administrativen Geldbuße durch einen begründeten Beschluss fest, und informiert die betreffende Person per Einschreibesendung mit Empfangsbestätigung binnen zehn Tagen nach der Anhörung oder, wenn keine Anhörung stattfindet, binnen dreißig Tagen nach der Sendung gemäß Absatz 1. Nach dieser Frist gilt, dass sie endgültig auf jede Geldbuße verzichtet, die auf den der betreffenden Person zur Last gelegten Tatbeständen gründet, dies mit Ausnahme neuer Elemente.“.

Art. 39 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 48^{undecies} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 48^{undecies} - In der Notifizierung des Beschlusses der Verwaltung, eine administrative Geldbuße zu verhängen, wird vermerkt, dass dieser kraft Artikel 48^{quaterdecies} mittels einer Beschwerde angefochten werden kann und wird die Frist angegeben, innerhalb derer diese Beschwerde eingelegt werden kann.

Wird die Höhe der Geldbuße pro Kalendertag festgesetzt, so ist diese ab dem Tag fällig, der auf die Notifizierung des Beschlusses folgt. In diesem Fall findet die Geldbuße bis zu dem Datum, an dem die betreffende Person den Aufforderungen genügt, Anwendung.“.

Art. 40 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 48^{duodecies} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 48^{duodecies} - Die administrative Geldbuße ist binnen dreißig Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses der Verwaltung über das Auferlegen einer administrativen Geldbuße zu zahlen.

Die Verwaltung kann eine von ihr festgesetzte Nachfrist gewähren. Befindet sich die betreffende Person hinsichtlich der administrativen Geldbuße in Zahlungsverzug, wird diese mittels eines Zwangsverfahrens erhoben. Die Regierung bestellt die mit der Anordnung und Vollstreckbarkeitserklärung der Zwangsverfahren beauftragten Beamten. Die Zwangsverfahren werden per Zustellung durch den Gerichtsvollzieher mit Zahlungsanordnung notifiziert.“.

Art. 41 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 48^{terdecies} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 48^{terdecies} - Gegen eine Person, die wegen derselben Tatbestände Gegenstand einer aufgrund Artikel 47 eröffneten strafrechtlichen Verfolgung ist, kann keine administrative Geldbuße verhängt werden, ob diese strafrechtliche Verfolgung zu einer Schuldigerklärung, einer Einstellung des Verfahrens oder einem Freispruch geführt hat.

Mit der Notifizierung des die Höhe der administrativen Geldbuße festlegenden Beschlusses erlischt die gegebenenfalls auf Grundlage von Artikel 47 angestrebte Strafverfolgung.“.

Art. 42 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 48^{quaterdecies} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 48^{quaterdecies} - Der Beschluss der Verwaltung, eine administrative Geldbuße aufzuerlegen, kann Gegenstand einer bei dem Minister für Energie binnen dreißig Tagen nach der Notifizierung des Beschlusses nach den im Gerichtsgesetzbuch vorgesehenen Formen und Verfahren eingelegten Beschwerde sein.

Das Einlegen einer Beschwerde bei dem Minister für Energie hat aufschiebende Wirkung.“.

Art. 43 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 48*quinquiesdecies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 48*quinquiesdecies* - Mit gleichem Beschluss, mit dem die Verwaltung eine administrative Geldbuße auferlegt, kann sie ganz oder teilweise die Aussetzung der Vollstreckung der Zahlung dieser Geldbuße gewähren.

Der Zahlungsaufschub ist nur möglich, sofern die Verwaltung gegen die betreffende Person während des Jahres vor dem Datum des Begehens des Versäumnisses, das zum Auferlegen der administrativen Geldbuße, für die ein Aufschub erwogen wird, geführt hat, keine administrative Geldbuße auferlegt hat.

Der Zahlungsaufschub gilt für eine Probezeit von einem Jahr. Die Probezeit beginnt ab dem Datum der Notifizierung des Beschlusses, durch den die administrative Geldbuße auferlegt wird. Im Fall einer neuen Zuwiderhandlung während der Probezeit, die Anlass für eine neue Geldbuße ist, beschließt die Verwaltung den eventuellen Widerruf des Zahlungsaufschubs.

Die administrative Geldbuße, deren Zahlung infolge eines Widerrufs des Aufschubs vollstreckbar wird, wird unbegrenzt zu jener addiert, die gegen die Person, die die neue Zuwiderhandlung begeht, verhängt wird.

Im Falle einer Beschwerde gegen den Beschluss der Verwaltung verfügt der Minister für Energie über die gleichen Befugnisse wie die Verwaltung in Sachen Zahlungsaufschübe."

KAPITEL III — Schlussbestimmungen

Art. 44 - Ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets und mit Ausnahme der Arbeitsverträge und aller Dokumente in Bezug auf die vertraglichen Verhältnisse zwischen der CWaPE und ihrem Personal werden alle vertraglichen oder außervertraglichen Rechte und Pflichten der CWaPE, die sich aus der Ausübung von der Wallonischen Region übertragener Aufgaben ergeben haben, Letzterer abgetreten, wobei die Wallonische Region unverzüglich in die Rechte der CWaPE eintritt.

Art. 45 - Die Regierung legt das Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets fest.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 31. Januar 2019

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen,
Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2018-2019

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1247 (2018-2019) Nrn. 1 bis 7.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 30. Januar 2019.

Diskussion.

Abstimmung.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201068]

31 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution partielle du Code wallon du Patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Patrimoine visé par le décret du 26 avril 2018, notamment les articles 8, 11 à 18, 22 à 25, 27, 34, 40, 43 et 44;

Vu l'article 26 du décret du 26 avril 2018 relatif au Code wallon du Patrimoine;

Vu l'article D.IV.1, § 2, du Code du développement territorial, inséré par le décret du 26 avril 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions pour la restauration du Petit Patrimoine Populaire Wallon;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2018;

Vu le rapport du 19 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 26 septembre 2018;

Vu l'avis 64.541/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission royale des monuments, sites et fouilles, donné le 26 septembre 2018;